

L'officialisation de Tamazight en Algérie et la question de la graphie: réflexions et considérations politiques

Hugh Roberts

La perspective de l'officialisation, tôt ou tard, de la langue tamazight par l'État algérien, c'est-à-dire, de sa consécration, en plus de son statut formel déjà acquis de langue nationale, en tant que langue de l'administration publique et, par conséquent, langue enseignée très largement dans les écoles du pays, soulève, entre autres, deux questions aussi incontournables qu'épineuses:

- faut-il oeuvrer à développer une Tamazight "standard" à être pratiquée dans les administrations et enseignée à l'école en faisant abstraction des dialectes parlés par les populations berbérophones (Taqbaylit, Tachenwit, Tachawit, Tamzabit, Tamahaq, etc.), ou faut-il, au contraire, reconnaître et "officialiser" ces dialectes, chacune dans la région qui lui correspond?
- La Tamazight en tant que langue officielle doit-elle s'écrire en utilisant la graphie arabe ou les caractères latins (et, ici et là, grecques) ou l'alphabet tifinagh?

Ne sera traitée directement ici que la deuxième question, bien que l'on puisse soutenir que ces deux questions sont liées. En effet, le choix des caractères latins pourrait s'avérer plus controversé, plus contesté et surtout plus difficile à mettre en oeuvre dans le cas où l'on opte pour une seule Tamazight "standard" dans la mesure où, en dehors de la Kabylie, l'utilisation de ces caractères risque de poser un problème chez des populations moins – c'est à dire, peu ou pas du tout - familiarisées avec cette graphie alors qu'elles sont habituées à la graphie arabe.

Cela peut paraître plaider en faveur du choix de la graphie arabe. Or, ce n'est pas du tout l'argument que je souhaite avancer ici. Je veux plutôt poser les questions: "pourquoi choisir?" et "faut-il choisir?"

*

Depuis la reconnaissance de Tamazight en tant que langue nationale en 2002, la question de son officialisation est posée alors que les conditions indispensables pour celle-ci paraissent loin d'être réunies. C'est ce que démontrent presque toutes les communications faites à ce colloque. Comme Malika Sabri a constaté, "*Tamazight insuffisamment aménagée est confrontée à de nombreuses difficultés.*" Moussa Imarazène abonde dans le même sens quand il fait remarquer que "*le berbère a besoin d'être normé et aménagé sur plusieurs axes...*" À ces évaluations, d'ordre général de la situation actuelle, qui semblent faire l'unanimité des spécialistes, il convient d'ajouter des constats plus particuliers, notamment le fait sociologique, relevé par Dalila Morsly, que très peu d'étudiants mâles semblent enclins de choisir les cours universitaires de Tamazight, ce qui soulève la question

de la rentabilité sociale de l'étude de cette langue, et le problème noté par Nadia Berdous, de la "non adéquation de la conception théorique des programmes et de la pratique pédagogique sur le terrain."

La conclusion que nous pouvons tirer, au moins provisoirement, de ces constats est que l'aménagement de Tamazight, condition préalable de son officialisation effective, est sûrement un travail de longue haleine. Or, étant donné à quel point la question du statut de Tamazight a été politisée, dans la mesure où la revendication identitaire, focalisée sur la langue, a été explicitement liée dans le discours du mouvement amazigh à des revendications plus générales et plus vastes sur l'avenir et le devenir de l'état algérien (pluralisme, démocratisation, modernisation, voire laïcité à la française), la perspective d'un progrès plutôt – si ce n'est pas très – lent vers l'officialisation effective de Tamazight risque de faire naître des sentiments de frustration et de déception que le mouvement amazigh algérien aurait du mal à maîtriser politiquement et qui pourraient donc nuire très sérieusement à son unité.

C'est, me semble-t-il, dans cette perspective qu'il convient d'appréhender le risque d'un débat houleux et prolongé sur le choix de la graphie.

*

Il ne fait pas de doute que la question du choix de la graphie est très controversée et risque par conséquent de diviser les partisans de la cause de Tamazight. Avant de se laisser entraîner dans une querelle dangereuse, ceux-ci ont donc intérêt à voir si une telle dispute est inéluctable et nécessaire ou si, au contraire, elle doit et peut être évitée. Or, comme Mouloud Lounaouci a si clairement expliqué, les arguments en faveur de chaque option sont avant tout de nature idéologique: on avance l'option du tifinagh au nom de l'authenticité amazighe, l'arabe au nom de l'unité nationale algérienne et le latin au nom de la modernité et l'universalité. Il n'existe aucune manière d'arbitrer ce conflit susceptible de légitimer le choix d'une des ces trois options aux yeux des partisans des deux autres.

La solution que propose Lounaouci est qu' "il nous suffit de choisir la graphie la mieux implantée" dans chaque région amazighophone; c'est à dire, là où le latin est déjà couramment utilisé, il serait la graphie à choisir alors que là où soit l'arabe soit le tifinagh est "la graphie la mieux implantée" on le choisirait de préférence. Cette proposition a le mérite de respecter les réalités socioculturelles dans leur diversité et de chercher à éviter des divisions profondes autour de cette question par l'astuce d'une formule pluraliste qui pourrait espérer satisfaire tout le monde. Par contre, elle a aussi l'inconvénient de consacrer la fragmentation de la population amazighophone algérienne. L'application du principe défendu par Lounaouci risque de faire en sorte que le latin soit la graphie choisie en Kabylie et au Chenoua, l'arabe au Mزاب, au Gourara et dans l'Oued Righ, le tifinagh – peut-être – à Djanet et Tamanrasset et l'arabe en pays chaoui pour la plupart (à moins que le latin se mette à le rivaliser à partir des universités.)

Un tel scénario ne manquerait pas de rendre très difficile l'aménagement de Tamazight ; il se peut bien qu'il suffirait à lui seul à faire capoter tout le projet d'officialisation de la langue amazighe. En

même temps, il confirmerait la spécificité du cas kabyle et renfermerait de nouveau les Kabyles dans leur ghetto identitaire et politique.

A cela on peut ajouter un troisième facteur à prendre en considération, à savoir la question soulevée par Dalila Morsly : « ne faut-il pas penser aussi à faire de tamazight une langue de travail pour les non natifs, pour les locuteurs qui ont l'arabe – ou le français – comme langue première ? ». Si la réponse à donner est oui, alors il faudrait aborder la question du choix de graphie sous cet angle aussi, c'est-à-dire - toutes autres choses étant égales - préférer la graphie la plus susceptible de faciliter l'apprentissage de Tamazight par les algériens arabophones.

*

Comment, donc, concilier le besoin d'aménager Tamazight afin de donner les meilleures chances à son officialisation éventuelle avec, d'une part, la diversité des positions idéologiques sur cette question et, d'autre part, la pluralité des parlers et la diversité de pratiques linguistiques (de graphie y comprise) sur le terrain ? Il me semble qu'il convient certes de chercher une formule pluraliste, mais non pas la formule que propose Lounaouci.

En effet, au lieu d'une formule pluraliste simple reflet de la diversité linguistique constatée sur le terrain – formule qui ne favorise guère une entreprise d'aménagement donc de changement – il convient plutôt, me semble-t-il, de fonder l'aspect pluriel de la formule sur la division du travail – c'est à dire, la division entre sphères de compétence et de responsabilité différentes – entre l'état d'une part et la société civile d'autre part. A partir du moment où le mouvement amazigh a revendiqué l'officialisation de Tamazight, il s'est rendu dépendant à l'égard de l'état, situation on ne peut plus inconfortable dans la mesure où le mouvement a souvent nourri des sentiments critiques si ce n'est carrément hostiles envers cet état et que celui-ci les lui a bien rendu. . Or, revendiquer la prise en charge, par l'état, de la question de l'aménagement de Tamazight prive le mouvement associatif amazigh de son monopole de décision sur ces questions et l'oblige à composer avec l'état algérien et ses raisons.

Comme Lounaouci semble reconnaître, il est très peu probable que l'état algérien accepterait l'officialisation de Tamazight en caractères latins. On pourrait, par contre, lui proposer le « deal » suivant :

- Que l'essentiel, en ce qui concerne le choix de la graphie pour Tamazight en tant que langue officielle, est qu'une seule graphie soit choisie et pratiquée à travers le pays par l'état algérien, afin de sauvegarder l'unité du mouvement amazigh algérien et l'unité de la langue Tamazight algérienne, qu'elle soit enseignée et pratiquée en tant que langue « standard » ou, au contraire, dans toute la diversité des ses dialectes régionaux.
- Qu'il appartient à l'état de prendre la responsabilité du choix de la graphie en ce qui concerne Tamazight langue officielle, mais

- Que son choix ne peut en rien engager ou s'appliquer automatiquement aux organisations du mouvement associatif amazigh, qui retiendraient le droit entier de faire le choix de graphie qui leur convient en ce qui concerne leurs propres activités culturelles, quitte à faire des choix différents selon les régions et les réalités du terrain.

Selon cette formule, on opterait pour – ou insisterait sur - une seule graphie au niveau de l'état, en laissant à l'état le soin de la choisir, tout en gardant pour les associations de la société civile la liberté de choix pour ce qui est de leurs propres activités. L'aspect pluraliste de cette formule est donc double : d'une part, la distinction entre l'action de l'état et l'action de la société civile, d'autre part, la possibilité de variation dans les choix de cette dernière selon les régions.

Si le mouvement amazigh algérien pouvait se mettre d'accord sur cette conception politique et stratégique de la question, en laissant de côté les divergences idéologiques, il pourrait espérer maintenir une position et une démarche unie sur l'essentiel, de manière à donner les meilleures chances à l'aménagement et à l'officialisation éventuelle de la langue Tamazight. Il s'agit d'avoir une attitude politique, et de reconnaître que tout acquis a un prix et que, comme le veut le dicton kabyle, la peine ne compte pas.